

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR
SOCIO-CULTUREL DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET
GERMANOPHONE ET DE LA RÉGION WALLONNE**

**Convention collective de travail du 15 décembre 2008 concernant
le défraiement pour l'utilisation de véhicules à moteur personnels
pour raisons de service**

CHAPITRE 1^{ER} : CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1^{ER} .

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région Wallonne.

Par travailleurs on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

CHAPITRE 2 : DÉFRAIEMENT OCTROYÉ AU TRAVAILLEUR

Art. 2.

Il est octroyé au travailleur utilisant son véhicule à moteur personnel sur le territoire de l'Union Européenne, pour raisons de service et pour autant que ce déplacement avec son véhicule soit autorisé par l'employeur, un défraiement pour les kilomètres parcourus.

Art. 3.

Dans le respect des conditions visées à l'article 2, le défraiement par kilomètre parcouru est fixé à minimum 0,28 euro.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le défraiement par kilomètre parcouru est fixé à 0,15 euro pour le travailleur utilisant un cyclomoteur.

Le défraiement est liquidé moyennant la production d'une déclaration sur l'honneur datée et signée par le travailleur, appuyée d'un relevé détaillé établissant le nombre de kilomètres parcourus pour le service. La déclaration précise au minimum par mission : la distance parcourue, la date, l'objet de la mission, le lieu de départ et de destination.

Le défraiement pour les kilomètres parcourus est payé au travailleur au plus tard dans la semaine qui suit le mois durant lequel ils ont été effectués. L'employeur peut convenir avec le travailleur d'un autre moment pour le paiement du défraiement.

ART. 4.

Le montant visé à l'article 3 est lié à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, et publié au Moniteur belge. À partir du 1^{er} janvier 2010, il est adapté annuellement chaque 1^{er} janvier suivant la formule suivante :

(Montant du défraiement par kilomètre visé à l'article 3)

X

(Indice des prix à la consommation du mois de novembre de l'année qui précède l'adaptation au 1^{er} janvier)

Indice des prix à la consommation du mois de novembre 2008

Le montant obtenu en application de la formule visée à l'alinéa 1^{er}, est limité à quatre décimales après la virgule, sans qu'il n'y ait d'arrondi.

ART. 5.

Sans préjudice du prescrit de l'article 7, dans les entreprises où, au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention, le défraiement par kilomètre parcouru est supérieur au montant fixé à l'article 3, en raison d'une référence à la puissance fiscale du véhicule utilisé, le montant du défraiement peut être diminué sans que celui-ci ne puisse être inférieur au montant déterminé par la Circulaire n°588 du 1^{er} décembre 2008 relative à l'adaptation du montant de l'indemnité kilométrique (Moniteur belge du 5 décembre 2008) prise en exécution de l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

ART. 6.

§ 1^{er}. Dans les entreprises où le défraiement des kilomètres parcourus s'opère sur base de l'octroi d'une indemnité kilométrique inférieure au montant fixé à l'article 3 et sur base de l'octroi d'autres éléments, un réaménagement du dispositif de défraiement doit, dans les 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente, être discuté avec la délégation syndicale ou, à défaut, avec les travailleurs.

Sans préjudice du prescrit de l'article 7, le réaménagement doit conduire :

- soit à appliquer, au titre d'indemnisation des frais de mission, uniquement le montant visé à l'article 3 ;
- soit à maintenir un montant inférieur à celui visé à l'article 3 combiné à l'octroi d'autres éléments, le tout procurant un avantage au moins équivalent au montant défini à l'article 3.

Ce réaménagement est fixé dans un accord conclu au sein du Conseil d'entreprise ou avec la délégation syndicale ou, à défaut de tels organes, par convention collective de travail ou par l'intermédiaire d'une disposition insérée dans le règlement de travail.

Sans préjudice du prescrit de l'article 7, à défaut d'un accord sur le réaménagement du dispositif dans les 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'employeur maintient le système antérieur tel que décrit à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Des systèmes procurant un avantage au moins équivalent peuvent être négociés au sein de l'entreprise sous la forme d'un accord au sein du Conseil d'entreprise ou avec la délégation syndicale ou, à défaut de tels organes, par convention collective de travail ou par l'intermédiaire d'une disposition insérée dans le règlement de travail.

ART. 7.

Les entreprises peuvent, par un accord conclu au sein du Conseil d'entreprise ou avec la délégation syndicale ou, à défaut de tels organes, par convention collective de travail ou par l'intermédiaire d'une disposition insérée dans le règlement de travail, fixer un défraiement supérieur au montant visé à l'article 3.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINALES

ART. 8.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne.

□